



EUROMÉDITERRANÉE

Établissement Public d'Aménagement - Marseille

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Mission de contrôle technique pour l'ensemble des opérations menées sur le périmètre de l'EPA Euroméditerranée

Caractéristiques principales du contrat



Accord-cadre avec un montant maximum de 400 000 € HT



Exécution par bons de commande



Durée de 4 ans



Révision annuelle

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	4
1.1 Forme du marché public	4
1.2 Durée du marché	4
1.3 Parties contractantes	4
<i>1.3.1 Le maître d'ouvrage</i>	<i>4</i>
<i>1.3.2 Le titulaire</i>	<i>4</i>
1.4 Sous-traitance	5
1.5 Confidentialité	5
1.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	5
Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
2.1 Pièces particulières	6
2.2 Pièces générales	6
Article 3 – Dispositions spécifiques aux bons de commande	6
3.1 Emission des bons de commande	6
3.2 Délais d'exécution des prestations	6
3.3 Difficultés d'exécution des prestations	7
Article 4 – Dispositions financières	7
4.1 Prix	7
4.2 Variation des prix	7
4.3 Avance	8
4.4 Paiement	8
<i>4.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation</i>	<i>8</i>
<i>4.4.2 Délai de paiement</i>	<i>8</i>
<i>4.4.3 Acomptes</i>	<i>9</i>
Article 5 – Exécution et périmètre des prestations	9
5.1 Equipe dédiée et modification	9
5.2 Présentation et délai d'approbation des livrables	9
5.3 Délais d'exécution et pénalités	10
<i>5.3.1 Délais d'exécution</i>	<i>10</i>
<i>5.3.2 Prolongation du délai d'exécution</i>	<i>10</i>
<i>5.3.3 Conditions générales d'application des pénalités</i>	<i>10</i>
<i>5.3.4 Pénalités pour retard</i>	<i>10</i>
<i>5.4.4 Autres pénalités</i>	<i>11</i>
<i>5.4.5 Exécution aux frais et risques</i>	<i>11</i>
5.4 Clause de réexamen	11
5.5 Clause environnementale	11

Article 6 – Assurances	12
Article 7 – Résiliation.....	12
Article 8 – Règlement des différents	12
Article 9 – Dérogations au CCAG PI.....	12

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Forme du marché public

L'accord-cadre est conclu avec une entreprise et donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Il est conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 400 000 € HT** sur toute la durée de l'accord-cadre.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

1.3 Parties contractantes

1.3.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

1.3.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

1.3.2.1. Partage de responsabilités entre les cotraitants

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maître d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission, le cas échéant, pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

1.3.2.2. Remplacement d'un cotraitant défaillant

En application des articles R. 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, le mandataire du groupement pourra proposer à l'acheteur de modifier sa composition dans les cas limitatifs suivants :

- Si l'un des co-traitants cesse son activité, s'il se trouve dans une situation de défaillance économique, s'il décède ou s'il est frappé d'incapacité civile ;
- Ou si un des cotraitants est défaillant dans l'exécution de ses prestations.

Le mandataire propose sans délai à l'acheteur l'une des solutions suivantes :

- Soit de réaliser lui-même les prestations qui restent à réaliser par le membre défaillant du groupement ;
- Soit de faire réaliser ces prestations par un autre membre du groupement ;
- Soit de proposer une nouvelle entreprise pour rejoindre le groupement à la place du membre défaillant.

Ce choix est soumis à la validation de l'acheteur, notamment au vu de l'aptitude des autres membres du groupement à assurer la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions contractuelles convenues.

Si un tiers est présenté (nouveau cotraitant), celui-ci produit :

- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent accord-cadre pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Un avenant est conclu entre l'acheteur et l'ensemble des cotraitants. Cet avenant détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération de chaque co-traitant.

Par ailleurs, en cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants, l'acheteur conserve dans tous les cas la possibilité de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 9 du présent CCAP.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

1.5 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-PI en matière d'obligations de confidentialité du titulaire et du pouvoir adjudicateur.

1.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG-PI, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-PI sont récapitulées à l'article 9 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions spécifiques aux bons de commande

3.1 Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro du présent accord-cadre
- La nature, les références et les quantités de services concernés
- Le prix unitaire contractuel HT de services
- Le montant total HT du bon de commande
- Les taux et le montant de la TVA
- Le délai d'exécution.

3.2 Délais d'exécution des prestations

Les prestations doivent être exécutées dans les délais plafonds indiqués dans le bon de commande. Ces derniers courent à compter de la date précisée sur ce dernier.

En cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt l'application de pénalités pour retard telles que prévues à l'article 5.3.3 du présent CCAP.

3.3 Difficultés d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit, dans les plus brefs délais, le service émetteur du bon de commande. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au service susmentionné, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Article 4 – Dispositions financières

4.1 Prix

Le présent accord-cadre est passé à **prix unitaires**.

Les prix incluent tous les frais de production des prestations et notamment les frais de personnel, y compris les charges sociales et fiscales afférentes, les frais de recherche, de déplacement, d'organisation, de tenue de réunions de travail, d'achat de prestations extérieures, de gestion, de frais généraux, de taxe, d'aléas, etc.

Les prix 901 à 903 du BPU ne pourront être mobilisés par l'EPAEM que pour des prestations exceptionnelles ne relevant d'aucun autre poste du bordereau des prix unitaires.

4.2 Variation des prix

La révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date de notification du marché.

La formule applicable est la suivante : $P_n = P_o \times [0.15 + 0.85 (A_n / A_o)]$
--

dans laquelle:

- P_o = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M_0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- P_n = prix révisé ;
- A = Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010, Identifiant INSEE 001711010A0 ;
- A_o : Valeur de l'indice de référence au mois « M_o », mois de la remise des offres du présent marché ;
- A_n = dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à $T_0 + 11$ mois (première révision), $T_0 + 23$ mois (deuxième révision) et $T_0 + 35$ mois (troisième révision).

Exemple : le marché est notifié en juin 2026, la première révision intervient en juin 2027. Il est pris en compte la dernière valeur connue de l'indice A lue au mois de mai 2027.

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires sont arrondis au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

4.3 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 5 % du montant de chaque bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois dans les conditions prévues à l'article R. 2191-16 du code de la commande publique.

Le taux sera porté à 10% pour les petites et moyennes entreprises.

4.4 Paiement

4.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG PI complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au pouvoir adjudicateur sur le portail Chorus Pro.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro de l'accord-cadre
2	Numéro d'engagement juridique (bon de commande)
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués.
5	Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
6	Taux de TVA applicable
7	Dates d'achèvement des prestations

L'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

4.4.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 30 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

4.4.3 Acomptes

Conformément aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché public ouvrent droit à acompte.

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement. Ils sont versés, selon une périodicité trimestrielle (ou mensuelle si les conditions mentionnées à l'article R. 2191-22 du Code de la Commande Publique sont réunies), au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations.

Article 5 – Exécution et périmètre des prestations

5.1 Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

5.2 Présentation et délai d'approbation des livrables

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications des livrables et notifier sa décision.

A l'issue d'un délai de 2 mois à compter de la date de réception du livrable, le cas échéant, modifié suite à des demandes de corrections de l'EPAEM, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur vaut décision implicite d'admission.

Les documents d'études sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour vérification et réception.

Le type et le contenu des livrables pour chaque prestation sont indiqués dans le CCTP.

Etant précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve tout droit de reproduction des documents établis

dans le cadre de l'accord-cadre.

5.3 Délais d'exécution et pénalités

5.3.1 Délais d'exécution

Les prestations doivent être exécutées dans les délais plafonds indiqués dans le bon de commande. Ces derniers courent à compter de la date de la date précisée sur ce dernier.

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités prévues ci-dessous commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

5.3.2 Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit Euroméditerranée, dans les plus brefs délais. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du marché pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au responsable du dossier, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.3.3 Conditions générales d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées au titulaire sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

5.3.4 Pénalités pour retard

En cas de non-respect des délais précisés dans le bon de commande, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

5.4.4 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la facturation présentée	50 €
Absence à une réunion programmée	300 €
Changement dans le personnel dédié sans information préalable de l'EPAEM dans les conditions exposées au présent CCAP	300 €
Tout manquement à une obligation contractuelle figurant au CCAP et/ou CCTP	100 €

5.4.5 Exécution aux frais et risques

Si le titulaire n'a pas transmis au pouvoir adjudicateur les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG PI, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le pouvoir adjudicateur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

La réception par le pouvoir adjudicateur des documents vérifiés, soit par le titulaire, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au titulaire.

5.4 Clause de réexamen

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum prévu sur toute la durée du contrat.

Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.

5.5 Clause environnementale

Dans un objectif de réduction de l'impact environnemental de l'exécution des prestations, les livrables sont transmis par le titulaire exclusivement sous format dématérialisé.

Article 6 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Article 7 – Résiliation

L'EPAEM a la faculté de résilier le présent accord-cadre avant son achèvement :

- soit pour événements extérieurs, dans les conditions mentionnées à l'article 37 du CCAG PI,
- soit pour faute du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI,
- soit pour motif d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG PI,
- soit dans les conditions fixées par l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'acheteur, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation aux articles 37 à 40 du CCAG PI).

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, la résiliation peut être partielle (ne concerner que certains membres du groupement) ou totale (pour l'ensemble du groupement).

Article 8 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG PI, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

Article 9 – Dérogations au CCAG PI

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est fait dérogation
Sous-traitance	1.4	3.6
Prolongation du délai d'exécution	5.3.2	13.3.2
Pénalités	5.3.3	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Résiliation	7	37 à 40